

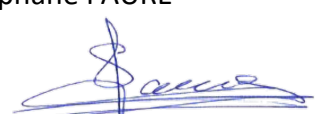
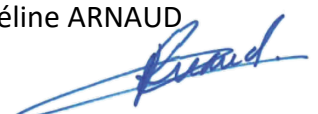

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché n° 2025-004

Marché A Procédure Adaptée (MAPA)

Objet du marché : TRAVAUX D'INSTALLATION D'UN SYSTEME DE GESTION TECHNIQUE DU
BATIMENT (GTB) SUR LE SITE PASTEUR DE LA CAISSE PRIMAIRE
D'ASSURANCE MALADIE DU PUY-DE-DOME

Organisme contractant : CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU PUY-DE-DOME
63031 CLERMONT-FERRAND CEDEX 9

Rédigé par :	Contrôlé par :	Validé par :
Stéphane FAURE 	Céline ARNAUD 	Camille POGGI 
24/03/2025	25/03/2025	26/03/2025

1 – OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet les travaux d'installation d'un système de Gestion Technique du Bâtiment (GTB) sur le site Pasteur de la CPAM du Puy-de-Dôme.

2 – CARACTERISTIQUES TECHNIQUES / NATURE DES PRESTATIONS

La description des prestations et leurs spécifications techniques à réaliser sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

3 – ALLOTISSEMENT

Le présent marché est un marché global. Il n'est pas alloti.

4 – VARIANTES

Les candidats peuvent proposer des variantes libres, sous réserve qu'elles respectent les objectifs du marché.

Les variantes doivent être clairement identifiées dans l'offre et accompagnées d'une description détaillée de leur impact sur le projet.

Les variantes seront chiffrées à l'aide de l'annexe financière la DPGF et de l'acte d'engagement comme pour l'offre de base.

Les candidats doivent obligatoirement remettre une proposition entièrement conforme à la solution de base décrite dans le CCTP pour que leurs éventuelles variantes soient examinées.

5 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

En complément de l'offre de base, les candidats doivent, sous peine de rejet de leur offre, chiffrer **obligatoirement** la PSE n°1 sur l'Acte d'Engagement et la DPGF. Elle ne peut être présentée seule.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de retenir ou non dans le cadre du marché la prestation supplémentaire éventuelle lors de l'attribution du marché.

6 – DELAIS D'EXECUTION – DUREE DU MARCHE

Le délai d'exécution des travaux est de trois (3) mois.

Ce délai aura pour origine la date fixée par la décision du pouvoir adjudicateur notifiant le démarrage des travaux, lequel devra tenir compte de la période de préparation.

Les délais d'exécution partent de la première intervention du titulaire sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention.

La date prévisionnelle de notification du marché est fixée au 1^{er} juillet 2025.

Le marché n'est pas renouvelable.

La notification du marché est formalisée par l'envoi de l'Acte d'Engagement au candidat retenu, signé par le Directeur de la CPAM du Puy-de-Dôme.

7 – ORDRES DE SERVICE

Le démarrage des travaux sera notifié par ordre de service par le Maître d'ouvrage.

Les travaux seront exécutés par le titulaire, sous la direction du Maître d'œuvre interne à la Maitrise d'ouvrage, conformément aux ordres de services, plans et dossiers remis.

8 – PRIX

8.1 – Contenu de prix

Les prix du marché sont établis en euros Hors Taxes (HT) et Toutes Taxe Comprises (TTC) à l'acte d'engagement.

Le détail des prix indiqués dans la DPGF sont réputés couvrir les prestations décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Il est bien précisé que les stipulations figurant dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et le Cahier des Clauses Techniques Particulières remis aux entreprises avec le dossier de consultation, constituent les préconisations minimales qui sont exigées par l'organisme pour la réalisation et l'exécution des prestations. Chaque titulaire devant la complète exécution dans le respect des réglementations présentes et futures et en application des règles de l'art, techniques et usages en vigueur dans sa profession.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'Acte d'Engagement, le titulaire prendra soin de signaler par écrit au pouvoir adjudicateur toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution de la mission prévue.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du cahier des charges pour justifier une demande de supplément.

8.2 – Variation de prix

Les prix sont fermes et non révisables pendant toute la durée d'exécution du marché.

9 – MODALITES DE REGLEMENT

La CPAM du Puy-de-Dôme dispose d'un compte sur le portail **CHORUS PRO**. L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le Titulaire devra transmettre ses factures via ce portail en renseignant les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET qui identifiera la CPAM du Puy-de-Dôme en tant que destinataire de la facture : 77563424900053.
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DU MARCHE.

Les factures afférentes au paiement seront transmises **après réception des travaux** et accompagnées de tous justificatifs permettant d'accréditer le respect des conditions d'exécution des prestations, tant sous l'angle qualitatif que quantitatif.

Elles doivent comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire
- le numéro et la date d'émission de la facture
- le numéro de son compte bancaire ou postal
- la référence du marché
- le détail des prestations
- la date de facturation
- les prix hors T.V.A.
- le montant et le taux de la T.V.A.
- les prix T.T.C. exprimés en euros

Le règlement interviendra dans un délai maximum de trente (30) jours à réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai, entraînera de plein droit le versement d'intérêts moratoires sur la base du taux de la principale facilité de refinancement accordée par la Banque Centrale Européenne majoré de huit (8) points ainsi que le paiement de la somme de quarante (40) euros, montant correspondant à l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

10 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance de l'exécution des prestations objet du présent marché est soumise aux dispositions des articles L2193-1 à L2193-13 ainsi que R2193-1 à R2193-16 du Code de la Commande Publique. Le Pouvoir Adjudicateur informe le Titulaire, des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

11 – PENALITES / REFACTIONS SUR PRESTATIONS

11.1 – Pénalités

Par dérogation au CCAG Travaux, il sera fait application des pénalités ci-après.

11.1.1 – Pénalités de retard

Suivant le calendrier d'exécution qui sera formalisé lors de la période de préparation de travaux et qui deviendra dès lors contractuel, tout retard sera pénalisé de la manière suivante :

- par jour de retard : cent (100) euros.

11.1.2 – Pénalités pour absence au rendez-vous de chantier

Toute absence non excusée aux rendez-vous, réunions ou toutes autres convocation, dans un délai de 24 heures avant, se verra appliquer une pénalité de cent cinquante (150) euros par absence. Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation de l'absence.

11.1.3 – Pénalités pour encadrement non conforme du chantier

Les candidats, à la remise de leurs offres, ont fait état de l'organisation humaine prévue pour le chantier.

Cette organisation a fait l'objet d'une notation lors de l'analyse des offres par le pouvoir adjudicateur. S'il s'avère que cette organisation n'était pas respectée, le titulaire se verra appliquer une pénalité de cent cinquante (150) euros par constat.

11.1.4 – Pénalités pour personne non autorisée

En cas de présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au maître de l'ouvrage ou non agréée par lui), il sera fait application d'une pénalité de mille cinq cent (1 500) euros par constat.

11.1.5 – Pénalités pour manquement au nettoyage du chantier

En cas de constatation par le maître d'œuvre de la non-réalisation du nettoyage de chantier, il sera fait application d'une pénalité de cent cinquante (150) euros par constat.

11.2 – Réfactions

D'une manière générale, les réfactions s'appliquent à tous défauts d'exécution.

Seules les prestations effectivement exécutées et de manière satisfaisante donnent droit au paiement intégral du prix.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que la ou les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions de marché, mais peuvent néanmoins être admises en l'état, celui-ci peut appliquer une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, il prononce le rejet partiel ou total.

12 – RESILIATION du MARCHE

L'ensemble des dispositions du chapitre 7 du CCAG Travaux (articles 49 à 54) s'appliquent sans aucune autre disposition particulière.

13 – NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

Les notifications et informations seront réalisées conformément au paragraphe 3.1 de l'article 3 du CCAG Travaux.

14 – CONFIDENTIALITE – SECURITE

14.1 – Confidentialité

Sans préjudice de l'application de l'article 5 du CCAG Travaux et dans le cadre des dispositions prises par le pouvoir adjudicateur, le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret et à la non communication des données personnelles dont il pourrait avoir connaissance ou être amené à détenir dans le cadre de sa prestation.

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,

. ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

14.2 – Sécurité

Le titulaire prend notamment les dispositions nécessaires à la protection des biens et équipements sur le lieu de son intervention. Il engage sa responsabilité en ce qui concerne les dégradations occasionnées dans le cadre de sa mission.

Le titulaire se soumet aux conditions d'accès aux locaux et s'engage à respecter les consignes de sécurité.

Pour les entreprises extérieures, intervenant pour la première fois sur un des sites de la CPAM et notamment dans le cadre de travaux importants comportant des risques particuliers ou de co-activité, il sera procédé, préalablement au démarrage de la prestation, à une présentation du site, des équipements en place, notamment en matière de sécurité et de consignes à respecter.

Les entreprises extérieures intervenantes auront de ce fait une obligation d'alerte, dès lors qu'elles, ou leurs préposés, auront connaissance d'un incident ou de tout dysfonctionnement mettant en péril la sécurité des personnes ou des sites.

15 – DEVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire devra s'inscrire dans une démarche volontaire en matière de respect de l'environnement et décrire quelle est la politique de son entreprise en la matière, en outre quelles sont les mesures spécifiques pour prendre en compte l'impact environnemental de l'activité exercée.

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Puy-de-Dôme souhaite en effet dans le choix de ses partenaires, porter les valeurs de l'Institution de Sécurité Sociale qui s'inscrivent légitimement dans les préoccupations du Développement Durable, tous champs confondus.

Pour se faire chaque candidat devra fournir un document présentant l'ensemble de sa démarche « Développement Durable ».

16 – RESPONSABILITÉ - ASSURANCES

16.1 – Responsabilité

Le titulaire se déclare responsable de la bonne exécution de toutes les prestations faisant l'objet du marché.

Le titulaire est seul responsable des infractions aux lois et règlement et ne peut exercer aucun recours contre l'organisme en cas de condamnation encourue par lui ou ses employés. Il a la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

16.2 – Assurances

Le Titulaire s'engagera à fournir, s'il ne l'a pas fait à la remise de l'offre, une attestation d'assurance en cours de validité, stipulant qu'il est couvert, au titre de la responsabilité civile professionnelle, pour tous dommages matériels ou immatériels causés par ses préposés, ses sous-traitants et les personnes mandatées par lui.

Cette attestation devra être fournie dans les quinze (15) jours qui suivent la décision d'attribution du marché notifiée par la Caisse Primaire, ou à toute réquisition ultérieure, sous peine de nullité du contrat, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

17 – CLAUSE D'ADHESION

Le simple fait de soumissionner par les candidats équivaut à accepter l'ensemble des clauses contenues dans le présent CCAP, sans pouvoir en modifier ni le contenu, ni la portée.

Ces mêmes clauses prévalent sur tout autre document ou contrat type émanant du titulaire du marché.

18 – RESERVES

Dès la consultation du dossier et avant la remise de son offre, le candidat prendra soin de signaler, par écrit à la CPAM, toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue.

En aucun cas, le candidat ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou contradictions pour justifier une demande de supplément.

19 – REGLEMENT DES LITIGES

Le règlement alternatif des différends entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire concernant l'exécution du marché est soumis aux dispositions des articles L2197-1 à L2197-6 et R2197-1 à R2197-25 du Code de la Commande Publique.

20 – DOCUMENTS ANNEXES AU PRESENT CAHIER DES CHARGES

Les documents remis par les candidats dont l'offre aura été retenue seront intégrés au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, avec valeur contractuelle.

Il en est ainsi, notamment pour l'Acte d'Engagement, la DPGF et le cadre des réponses techniques mais aussi de tout autre document initial visant à expliciter / modifier l'offre ou le cadre contractuel, spécialement après notification du marché dès lors qu'il aura été approuvé par les co-contractants (*exemple : avenant modificatif*).

21 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Hormis les dérogations indiquées au présent CCAP, l'entreprise reste soumise au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Travaux (arrêté du 30 mars 2021).

Objet de la dérogation	Article du CCAG auquel il est dérogé	Article du CCAP introduisant la dérogation
Pénalités de retard	19	11